



SSCX_2420

Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

**FOURNITURE, MISE EN PLACE ET MAINTIEN EN CONDITION
OPERATIONNELLE D'UNE SOLUTION DE COMMUNICATION
UNIFIEE ET CENTRALISEE POUR L'ETABLISSEMENT
FRANÇAIS DU SANG (EFS), FOURNITURE DE MATERIELS
ASSOCIES ET REALISATION DE PRESTATIONS ASSOCIEES**

Procédure avec négociation

(articles L.2124-1, L.2124-3 code de la commande publique)

(articles R.2124-1, R.2124-3 3° et R.2124-3 4° code de la commande publique)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	6
3. DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1. Mode de passation du marché public	6
3.1.1. Principe du recours à la procédure avec négociation	6
3.1.2. Justification(s) du recours à la procédure avec négociation	6
3.2. Mode de dévolution du marché public	7
3.3. Forme du marché public	7
3.4. Estimation du marché public	7
3.5. Durée du marché public	7
3.6. Langue d'exécution du marché public	8
3.6.1. Principe	8
3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	8
3.6.3. Défaut de recours à un interprète	8
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	8
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	9
5.1. Développement durable	9
5.1.1. Performance énergétique	9
5.1.2. Coordination et mutualisation des moyens	9
5.1.3. Équipements et éco-conception	9
5.1.4. Gestion des déchets et recyclage multi-sites	10
5.1.5. Exploitation et maintenance éco-responsable	10
5.1.6. Bilan carbone et reporting	10
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	10
5.2.1. Emission des bons de commande	10
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	11
5.3. Utilisation des résultats par l'EFS	11
5.3.1. Identification et finalité(s) d'utilisation(s) de(s) résultat(s)	11
5.3.2. Utilisation des résultats par l'EFS	11
5.3.3. Connaissances antérieures	12
5.4. Vérification et admission	13

5.5. Pénalités	13
5.5.1. Pénalités de retard	13
5.5.2. Pénalités pour indisponibilité du système de communication	14
5.5.3. Pénalités pour retard de transmission de livrables	14
5.5.4. Pénalités pour mauvaise exécution	14
5.5.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	14
5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	15
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	15
6.1. Réunions de suivi	15
6.2. Relations entre les parties	15
6.3. Confidentialité	15
6.3.1. Obligations du Titulaire	16
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	16
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	17
7.1. Modifications relatives au Titulaire	17
7.2. Clause de réexamen	17
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	17
7.4. Evolutions administratives	18
7.5. Evolutions technologiques	18
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	18
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	18
9.1. Caractères et contenu des prix	18
9.2. Forme et évolution des prix	19
9.3. Avance	20
9.4. Modalités de facturation et de règlement	20
9.4.1. Facturation	20
9.4.2. Dématérialisation des factures	20
9.4.3. Délai global de paiement	21
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	21
9.4.5. Intérêts moratoires	21
9.4.6. Nantissement et cession de créance	22
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	22

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	22
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	22
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	22
11.2. Résiliation aux torts et aux griefs du Titulaire	23
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	23
11.4. Exécution aux frais et risques	23
12. LITIGES	23
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	23

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG TIC : Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

Connaissances antérieures : Eléments créés par le titulaire, l'acheteur ou des tiers dans un cadre extérieur au marché (ex. : contenus préexistants ou créés indépendamment du marché)

Connaissances antérieures standards : Eléments soumis à une licence préexistante au marché (exemples : images de banque d'images, achat d'art, typographie)

Comptables assignataires : l'Agent Comptable Principal pour le siège

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : le Président de l'EFS

Résultats : Eléments réalisés spécifiquement par le titulaire dans le cadre du marché (exemples : création graphique spécifique, conception de formation spécifique, étude spécifique)

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la mise en place et le maintien en condition opérationnelle d'une solution de communication unifiée et centralisée par l'Etablissement Français du Sang (EFS), la fourniture de matériels associés et la réalisation de prestations de services associées.

Le présent CCAP définit les conditions administratives d'exécution des prestations.

Le descriptif technique et les conditions techniques d'exécution des prestations sont explicités dans le CCTP.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Mode de passation du marché public

3.1.1. Principe du recours à la procédure avec négociation

Le présent marché public est soumis aux dispositions du Code de la commande publique, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 et institué par l'ordonnance n°1018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret pris pour son application n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

Le présent marché public est passé selon une procédure formalisée.

Il est passé selon **la procédure avec négociation**, définie par les articles suivants :

- Articles L.2124-1 et L.2124-3 du Code de la commande publique pour la partie législative ;
- Articles R.2124-1, R.2124-3 3°, R.2124-3 4° et articles R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique pour la partie réglementaire.

Récapitulatif :

Typologie de procédure : procédure avec négociation	
Partie législative (code de la commande publique)	Partie réglementaire (code de la commande publique)
L.2124-1 et L.2124-3	R.2124-1, R.2124-3 3° et R.2124-3 4°

3.1.2. Justification(s) du recours à la procédure avec négociation

En effet, **à titre principal**, conformément aux exigences de l'article R.2124-3 4° du Code de la commande publique, le recours à la procédure avec négociation est possible « *lorsque le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent* ».

D'une part, le recours à la procédure avec négociation est justifié compte tenu de la nature du besoin à mettre en œuvre et de la complexité technique des prestations.

Par ailleurs, l'un des éléments structurant essentiel justifiant de la complexité des prestations est qu'il y a 13 régions + 1 siège, et que l'ensemble des communications doit être unifié.

Enfin, la particularité du métier de l'EFS, en situation de monopole sur la transfusion sanguine, rend particulier certains usages qui devront voir s'adapter la technologie concernée.

Par ailleurs, **à titre accessoire**, par application des exigences de l'article R.2124-3 3° du Code de la commande publique, le recours à la procédure avec négociation est possible lorsque « *le marché public comporte des prestations de conception* ».

Le présent marché public comporte plusieurs prestations de conception organisationnelles, et notamment :

En effet, de par l'organisation de l'Etablissement Français du Sang et de la complexité technique, il sera nécessaire de réaliser des prestations de conception(s) spécifique(s) en lien avec l'organisation générale de l'EFS, et pour répondre aux exigences de fonctionnement de l'Etablissement public.

3.2. Mode de dévolution du marché public

La présente consultation n'est pas allotie, compte tenu du fait est que les prestations ne sont pas divisibles, par application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique.

3.3. Forme du marché public

Le marché public constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Les prestations relevant de chacune des parties contractantes sont indiquées au CCAP et au CCTP.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 10 000 000 € HT (article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique).

Il est conclu sans montant minimum.

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

Récapitulatif :

**Technique d'achat public – accord cadre à bons de commande(s)
article L.2125-1 1° du code de la commande publique**

montant minimum : aucun

montant maximum : 10 000 000 euros HT

3.4. Estimation du marché public

Les estimations communiquées ci-dessous sont dépourvues de valeur contractuelle et sont renseignées en HT :

Estimation sur une année

1 000 000 € HT

**Estimation sur la durée totale de validité du marché
public (6 ans)**

6 000 000 € HT

3.5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 24 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 1 fois pour une période de 24 mois puis 2 fois pour une période de 12 mois, dans la limite de 72 mois.

Par application des dispositions de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique, il est conclu pour une durée de validité supérieure à 48 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception, au plus tard 2 mois avant l'échéance.

Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

En cas de non reconduction du marché public, le Titulaire ne pourra pas réclamer d'indemnité(s) pour compenser la rupture des relations contractuelles à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Les différents délais d'exécution du marché sont précisés dans le CCTP.

3.6. Langue d'exécution du marché public

3.6.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.6.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE),
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, le bordereau des prix (BP)
- Le présent CCAP et ses annexes :
 - Annexe n°1 relative au traitement et à la protection des données personnelles (RGPD) et le cadre de réponse (RGPD)
 - Annexe n°2 relative à l'identification des connaissances antérieures
- Le CCTP et ses annexes :
 - Annexe n°1 - comitologie,
 - Annexe n°2 - inventaire détaillé,
 - Annexe n°3 - matrice de conformité SSI,
 - Annexe n°4 - Inventaire des systèmes existants.
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public,

- Le cadre de réponse technique et même de façon globale, la proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, le présent CCAP ne prévoit pas d'article(s) récapitulant les dérogations au CCAG TIC.

Hormis le CCAG TIC applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG TIC applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

Le Titulaire respecte les obligations environnementales décrites ci-dessous. Il doit, en outre, être force de proposition dans l'amélioration continue autour de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, et proposer des axes d'amélioration dans le domaine pour l'EFS. Le titulaire s'engage par conséquent à mettre en œuvre une démarche environnementale globale, couvrant l'ensemble des sites, afin de minimiser l'impact écologique du projet tout au long de son cycle de vie.

5.1.1. Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

5.1.2. Coordination et mutualisation des moyens

Logistique optimisée : Le titulaire devra organiser la livraison, l'installation et la maintenance des équipements de manière à mutualiser les déplacements entre les sites, afin de réduire les émissions de CO₂ liées au transport.

Plan de déplacements : Un plan de déplacements éco-responsable sera fourni en amont du déploiement, précisant les itinéraires optimisés, les moyens de transport utilisés (privilégier les véhicules électriques ou à faible émission) et les plannings de regroupement des interventions.

5.1.3. Équipements et éco-conception

Équipements mutualisables : Les équipements proposés devront être compatibles avec une gestion centralisée et permettre une mutualisation des ressources (ex : serveurs virtualisés, équipements multi-sites).

Éco-conception et labels : Tous les équipements devront être conformes aux normes d'éco-conception en vigueur et porter, si possible, un label environnemental reconnu (EPEAT, Energy Star, etc.).

Durée de vie et garantie : Les équipements devront avoir une durée de vie minimale de 5 ans et être couverts par une garantie constructeur incluant le recyclage en fin de vie.

5.1.4. Gestion des déchets et recyclage multi-sites

Collecte centralisée : Le titulaire organisera une collecte centralisée des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) générés sur l'ensemble des sites, en partenariat avec un éco-organisme agréé.

Traçabilité : Un registre de traçabilité des déchets sera tenu à jour et communiqué semestriellement au pouvoir adjudicateur, précisant la nature, la quantité et le devenir des déchets collectés sur chaque site.

5.1.5. Exploitation et maintenance éco-responsable

Optimisation énergétique : Le titulaire mettra en place des solutions pour réduire la consommation énergétique des équipements sur chaque site (ex : extinction automatique, gestion intelligente de la puissance).

Maintenance à distance : Privilégier les interventions à distance (télémaintenance, supervision centralisée) pour limiter les déplacements.

Pièces détachées : Utiliser, autant que possible, des pièces détachées reconditionnées ou recyclées pour les opérations de maintenance.

5.1.6. Bilan carbone et reporting

Bilan carbone initial : Le titulaire réalisera un bilan carbone initial couvrant l'ensemble des sites, selon une méthodologie reconnue (ex : norme ISO 14064).

Objectifs de réduction : Des objectifs annuels de réduction des émissions de CO₂ pourront être proposés (ex : -10% par an), avec un reporting semestriel détaillant les actions menées et les résultats obtenus sur chaque site.

Indicateurs clés : Le titulaire fournira un tableau de bord environnemental incluant, pour chaque site, la consommation énergétique, la quantité de déchets recyclés et les émissions de CO₂ évitées.

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le(s) RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Fournitures & Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Fournitures & Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison des Fournitures et d'exécution des Services.

5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de cinq (5) jours.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de neuf (9) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG TIC, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.3. Utilisation des résultats par l'EFS

Le régime applicable aux résultats est celui prévu au chapitre 7 du CCAG TIC.

5.3.1. Identification et finalité(s) d'utilisation(s) de(s) résultat(s)

Le résultat dans le cadre du présent marché public est le suivant :

- Le système de téléphonie fixe à l'EFS, la fourniture, la mise en place et le maintien en condition opérationnelle de la solution de communication unifiée et centralisée, incluant les prestations associées.

La finalité de ce résultat, **à titre principal**, se traduit de plusieurs façons :

- Téléphonie fixe pour le personnel administratif
- Téléphonie fixe pour le personnel médicotechnique
- Téléphonie fixe pour le personnel en déplacement (DECT)
- Téléphonie fixe pour les centres d'appel internes.

Les finalités complémentaires de ce résultat sont les suivantes :

- Communication avec les partenaires externes : appels vers d'autres établissements, fournisseurs ou institutions de santé...
- Gestion des urgences : permettre des communications rapides en cas d'incident ou de situation critique
- Réduction des coûts et optimisation des ressources : centralisation des communications pour diminuer les coûts téléphoniques et améliorer la maintenance
- Intégration avec d'autres systèmes : téléphonie couplée à des logiciels de gestion interne, planning ou dossiers patients à titre d'exemple.

5.3.2. Utilisation des résultats par l'EFS

5.3.2.1. Droit de distribution, de diffusion et de reproduction

Le Titulaire concède à l'EFS les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats dans le cadre des besoins et finalités du présent marché public, conformément à l'article 7 du CCAG TIC.

La concession est consentie pour les besoins de la solution de téléphonie sur IP (TOIP) de l'EFS et couvre notamment :

- l'exploitation, l'administration et l'utilisation des résultats par l'EFS et par l'ensemble des entités qui lui sont rattachées ou associées, notamment ses filiales, établissements, directions, services déconcentrés ou organismes affiliés, existants ou futurs ;
- l'utilisation par l'ensemble des utilisateurs autorisés de ces entités (agents, salariés, collaborateurs, ainsi que leurs prestataires et sous-traitants agissant pour leur compte) ;
- le déploiement, la configuration, l'exploitation et la supervision de la solution TOIP sur l'ensemble des sites géographiques de l'EFS et des entités concernées, qu'ils soient existants ou à créer, en France et à l'étranger ;
- la reproduction et la diffusion des résultats aux fins d'installation, d'hébergement (sur site ou externalisé), d'interconnexion, de maintenance, d'assistance, de continuité et de sécurité de service, d'évolution, de migration ou de mutualisation de la solution TOIP entre les différents sites et entités ;
- l'intégration et l'interopérabilité avec des systèmes tiers, notamment réseaux télécoms, infrastructures informatiques, applications métiers et solutions de communication unifiée, communes ou propres à chaque entité ;
- la mise à disposition des résultats au profit de prestataires techniques, opérateurs ou intégrateurs intervenant pour l'exploitation, l'administration ou la maintenance de la solution TOIP, dans la stricte limite des besoins du marché.

Cette concession vaut à compter de la mise à disposition des résultats, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

5.3.2.2. Confidentialité des résultats

Les résultats ne sont pas confidentiels.

5.3.3. Connaissances antérieures

5.3.3.1. Connaissances antérieures du Titulaire

Le Titulaire liste dans l'annexe n°2 au présent CCAP portant sur l'identification des connaissances antérieures du Titulaire, ses connaissances antérieures standards et non standards, incorporés aux résultats ou fournies pour répondre aux besoins du présent marché public.

A défaut d'identification expresse dans cette annexe n°2, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'EFS à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

5.3.3.2. Connaissances antérieures de l'EFS

Les connaissances antérieures de l'EFS sont explicitées ci-dessous :

1. Infrastructures et réseaux
 - Architectures réseau LAN, WAN, VPN et télécoms existantes
 - Infrastructures de téléphonie antérieures (PABX, IPBX, Trunks SIP, liens opérateurs)

- Plans d'adressage IP, VLAN, QoS, routage et règles de filtrage
- 2. Systèmes d'information
 - Systèmes d'exploitation, environnements serveurs et plateformes de virtualisation
 - Outils de supervision, d'administration et de gestion du SI
 - Applications métiers et solutions de communication existantes
- 3. Logiciels et licences
 - Logiciels propriétaires ou sous licence détenus par XX
 - Paramétrages, configurations, scripts, templates et profils utilisateurs existants
 - Interfaces, API et connecteurs développés antérieurement
- 4. Données et contenus
 - Données techniques, fonctionnelles et d'exploitation
 - Données de configuration télécoms
 - Données à caractère personnel, annuaires, bases utilisateurs.

5.4. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP et du CCTP, les opérations de vérification et d'admission des prestations s'effectuent conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG TIC.

Par dérogation aux dispositions des articles 33.2.2 et 34.1 du CCAG TIC, à l'issue de la vérification du service régulier, l'acheteur public dispose d'un délai maximal de dix (10) jours ouvrés pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification du service régulier, en conformité avec les dispositions de l'article 6 du CCTP.

5.5. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des fournitures et services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.5.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités de retard. Elles seront dues à compter de la simple constatation du retard d'exécution par l'acheteur, et ce sans mise en demeure préalable.

Les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

Lorsque la date de fin d'exécution spécifiée dans la commande est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités exprimées ci-dessous par la formule :

$P = R \times V_n$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

R = le nombre de jours calendaires de retard,

V1 = 100 € HT pour les retards impliquant un/des éléments majeur de la solution de communication.
V2 = 40 € HT pour les retards impliquant une partie des systèmes/application connexes (taxation, messagerie, etc...)

5.5.2. Pénalités pour indisponibilité du système de communication

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.2 du CCAG, les modalités d'application des pénalités pour non-respect du délai de GTR sont les suivantes :

Lorsque les opérations de maintenance à durée de rétablissement garantie (GTR) définie pour le niveau de service (SLA) dépassent les délais d'exécution fixés à l'article 6 du CCTP, le titulaire encourt des pénalités calculées selon les modalités ci-dessous et la formule :

$P = R \times V_n$

Le nombre d'heures est calculé en fonction des engagements de qualité de service et des plages d'intervention (Jours et heures ouvrées, ouvrables ou 24/24h et 7/7j) :

- Lorsque la période d'intervention s'exprime en heures ouvrées (8h-18h), le décompte des pénalités s'effectue par heure ouvrées.
- Lorsque la période d'intervention s'exprime 7/7 jours et 24/24 heures, le décompte de pénalités s'exprime pour chaque heure constatée. Toute heure commencée est décomptée et ce jusqu'au rétablissement du service.

P = le montant de la pénalité,

R = le nombre d'heures de retard,

V1 = 50 € HT par heure de dépassement impliquant un/des éléments majeur de la solution de communication,

V2 = 30 € HT pour les retards impliquant une partie des systèmes/applications connexes (taxation, messagerie, etc...).

5.5.3. Pénalités pour retard de transmission de livrables

Sans mise en demeure préalable, en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations, bilans ou reporting demandés par l'acheteur ou selon les échéances prévues dans l'exécution des prestations, dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire, une pénalité égale à 100 euros par jour ouvré de retard sera appliquée ; en cas de non-respect des autres obligations environnementales exigées dans le cahier des charges ou le CCAP, ou selon les engagements pris par le titulaire dans son offre ou au cours de l'exécution du marché, une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard sera appliquée.

5.5.4. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par manquement constaté.

5.5.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunions de suivi

Les réunions de suivi sont détaillées dans l'annexe n°1 au CCTP dédiée à la « *comitologie* ».

6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de la livraison des Fournitures et l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotextiques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de la DAIM.

6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin

de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Dans le cas où le **montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini à l'article 3.3 du présent CCAP**, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum. La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant par application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 26 du CCAG TIC.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures et Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Caractères et contenu des prix

Le présent marché public est conclu à prix unitaire(s).

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent, sans exception(s) d'aucune(s) sorte(s), tous les coûts générés par la mise en place, le déploiement, la recette de la solution, son exploitation, son utilisation et sa maintenance.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures & Services, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des

Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement , à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour du fait générateur.

Par ailleurs, des ajouts de lignes correspondant à des prestations non prévues initialement au BPU pourront être envisagés à titre exceptionnel.

Ces ajouts sont strictement plafonnés à 3% du montant annuel du présent marché public.

Ils devront être justifiés par un besoin ponctuel et validés préalablement par le pouvoir adjudicateur.

Ces ajouts ne sauraient avoir pour effet de modifier la nature ou l'objet du présent marché public, ni remettre en cause la définition initiale des besoins.

9.2. Forme et évolution des prix

S'agissant des postes 1,2 et 3 (prestations de fournitures) :

Les prix des postes 1, 2 et 3 sont fermes sur les quatre (4) premières années d'exécution du marché public.

Les prix sont ensuite révisibles à la hausse comme à la baisse, dans la limite de 2% par rapport au tarif contractuel applicable, à chaque date anniversaire, sur la base du barème du titulaire. Les demandes de révision de prix devront être justifiées par rapport aux tarifs catalogues en vigueur.

Le Titulaire fournit au RPA, au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du présent marché public, son projet de bordereau des prix ainsi révisé.

A date d'anniversaire du marché public, le silence gardé par l'acheteur public vaut acceptation tacite des prix révisés.

La révision de prix prend effet à date d'anniversaire du marché public.

S'agissant des postes 4 et 5 (prestations de services) :

Les prix des postes 4 et 5 sont révisibles dans la limite de 2%, à la hausse comme à la baisse, annuellement à date d'anniversaire du marché selon la formule de révision des prix suivante :

$- \quad P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{Syntec } (n) / \text{Syntec } (o)]$
--

dans laquelle :

- **P(n)** est le prix révisé ;
- **P(o)** est le prix de l'année en cours
- **Syntec (n)** dernier indice publié à la date de révision
- **Syntec (o)** indice SYNTEC de référence en N-1 à la date de révision

Les index Syntec sont publiés sur le site www.syntec.fr.

Le Titulaire fournit au RPA, au plus tard deux mois avant la date d'anniversaire du présent marché public, son projet de bordereau des prix ainsi révisé.

A date d'anniversaire du marché public, le silence gardé par l'acheteur public vaut acceptation tacite des prix révisés.

La révision des prix prend effet à la date d'anniversaire du présent marché public.

Quel que soit le poste, les prix des prestations ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de **2% maximum.**

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le présent marché public de façon unilatérale, c'est-à-dire sans l'accord du partenaire contractuel, pour cause de motif d'intérêt général, sans que le Titulaire, par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG TIC, puisse prétendre à une quelconque indemnité compensatrice à la rupture des relations contractuelles.

Récapitulatif :

Révision des prix	
Pour les postes 1, 2 et 3	Pour les postes 4 et 5
Prix fermes sur 4 ans	Prix révisibles annuellement
Prix révisibles annuellement dès 4 ans	Prix révisibles annuellement

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG TIC, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après exécution des prestations ou de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées /Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Fournitures/Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures/ de l'exécution Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures/ de l'exécution des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures/Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire

du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG TIC, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement,
- la copie de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG TIC, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif

d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts et aux griefs du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 50 du CCAG TIC, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 49.1 du CCAG TIC, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 54 du CCAG TIC.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>